

### Pessimisme sur la Conférence de Copenhague



A trois mois de la conférence de Copenhague, qui devrait remplacer les protocoles de Kyoto, c'est le pessimisme qui l'emporte. La semaine de négociations qui s'est achevée à Bonn vendredi 14 août, dans le cadre de la Convention de l'ONU sur le changement climatique, n'a pas avancé d'un pouce.

La centaine d'Etats présents à Bonn n'a pas progressé sur le texte en négociation.

### Pays riches à la traine

Les pays du Sud reprochent aux pays développés de ne pas faire suffisamment d'efforts. Par exemple, en début de la conférence, la Nouvelle-Zélande fixait ses objectifs de réduction d'émissions pour 2020 de 10 % à 20 % par rapport à 1990, alors que 25 % à 40 % est considéré comme nécessaire pour les pays riches.

Cerise sur le gâteau, le Parlement australien a rejeté jeudi un projet de loi créant un marché des émissions.

Pour enfoncer le clou, le secrétariat de la Convention (UNFCCC) [online usa casino](#) a publié mardi un document montrant que les engagements de réduction par les pays développés n'étaient en moyenne pour 2020 que de 15 % à 21 %, compte non tenu des Etats-Unis qui, eux, n'envisagent pas de réduction en 2020 par rapport à 1990.

L'ambassadeur de Chine, Yu Qingtai, a déclaré à l'agence Reuters : "Il y a eu un sentiment général de mécontentement quant au niveau d'efforts des pays développés. Encore plus préoccupant, la persistance et même le renforcement de la tendance à essayer de faire porter la charge des efforts sur les pays en développement".

### Force des lobbies

Les USA donneront le ton. Si le projet de loi sur le climat de Barak Obama a déjà passé la Chambre des représentants, bien que notablement affaibli, le Sénat sera plus difficile. Selon le [Centre for Public Integrity](#), plus de 1'100 groupes (ONG patronales et entreprises) ont dépêché leurs lobbyistes pour influencer les sénateurs.

L'administration Obama doit être attentive à ne pas aller trop loin dans les négociations internationales, ce qui pourrait heurter son opinion publique.

Septembre donnera aux politiques d'autres occasions d'agir : Forum des économies majeures, puis assemblée générale de l'ONU, le 22 septembre, et G20 à Pittsburgh, aux Etats-Unis, les 24 et 25 septembre.